

La chasse aux sorcières aux Indes contre le P.C. de gauche

SENTANT qu'un parti révolutionnaire est en train de plonger des racines parmi les masses indiennes, la classe dirigeante des Indes a déclaré virtuellement la guerre aux communistes de gauche. Dans une rafle à l'échelle du pays contre le parti communiste de gauche commencée aux premières heures de la matinée du 30 décembre, la police a arrêté des centaines de dirigeants et de militants du parti. Ces arrestations ont été effectuées en application des pouvoirs d'exception attribués au gouvernement en octobre 1962, lorsqu'éclata la guerre des frontières.

Il est hautement significatif que le ministre indien de l'intérieur ait ouvertement justifié ces arrestations par le fait que les communistes de gauche ont adopté un programme révolutionnaire au congrès qu'ils ont tenu récemment à Calcutta, et qu'ils ont répudié les anciennes thèses d'Amristan sur les voies parlementaires du socialisme. Ceci montre clairement que ceux qui sont partisans de doctrines révolutionnaires doivent s'attendre à l'avenir, dans ce pays, à de sérieuses persécutions. Le total des arrestations s'est élevé à 660 lors des premières rafles. Il en était prévu davantage. La plupart des membres de la direction centrale du PC de gauche, et des directions des états, ont été ainsi placés sous la garde de la police. Dans certains cas, on a même arrêté des dirigeants à l'échelon du district. Les comités de rédaction des organes du parti dans les différents États ont spécialement servi de cible à l'attaque, en raison de la popularité croissante du PC de gauche parmi les masses.

Sur les neuf membres du Bureau politique élu après le septième Congrès, tous sont maintenant en prison, sauf l'exception suspecte de E.M.S. Namboodiripad et de Jyoti Basu, les dirigeants de la fraction centriste au sein du PC de gauche. Namboodiripad a plus d'une fois caractérisé l'action militaire chinoise d'octobre 1962 comme une « agression » contre l'Inde, cependant que Basu adoptait une position consistant à se tenir à égale distance de Moscou et de Pékin dans le conflit sino-soviétique, et qu'on a toujours noté, dans le parti, sa prédilection pour le parlementarisme.

En ce qui concerne le nouveau Comité central, au moins la moitié de ses membres sont maintenant arrêtés...

On doit remarquer que la seule personne à soutenir ouvertement l'action du gou-

vernement au moment des rafles a été MS Golwalkar, le leader d'un courant fasciste, basé sur l'idéologie hindouiste de la réincarnation, et organisé sur le modèle des sections d'assaut nazies.

Le Secrétariat central du parti communiste de droite a publié un communiqué de presse, où il exprime son « émotion et sa répulsion » devant ces arrestations et détentions arbitraires. N.C. Chatterju, parlementaire et président de l'Association pour les Libertés civiles, a caractérisé ces arrestations comme « illégales » et constituant « un abus des pouvoirs d'exception » reçues par le gouvernement pour assurer la défense du pays.

Kanai Pul, membre trotskyste de l'Assemblée du Bengal occidental a déclaré, dans un communiqué de presse, que le but réel de ces arrestations est de décapiter et d'annihiler le mouvement montant des masses contre la hausse des prix, la disette, et l'attitude inhumaine du gouvernement envers leurs problèmes.

Il a appelé les « forces démocratiques et progressives du pays » à s'unir pour « résister à cette attaque, qui représente un danger commun pour leur intégrité et leur existence... ».

Les réactions au sein des autres partis n'ont pas été tout de suite très tranchées. Les social-démocrates sont maintenant sur le bord d'une nouvelle scission, et on s'attend que l'aile droite donne son adhésion à l'action du gouvernement. Une politique semblable doit être attendue des partis d'opposition de droite... Cependant l'aile gauche de la social-démocratie, dirigée par l'excentrique Ram Monohar Lohin, s'opposera très vraisemblablement à l'action du gouvernement et réclamera la libération des prisonniers.

Aussitôt après le Congrès de Calcutta du PC de gauche, plusieurs quotidiens bourgeois se mirent à répandre, à l'instigation visible du gouvernement, des histoires à faire dresser les cheveux sur la tête sur les soi-disant complots préparés par le PC de gauche, pour fomenter « des révoltes du type de celle de Telengana », dans tout le pays et, spécialement, dans les régions-frontières (c'est là une allusion aux soulèvements paysans organisés prématurément par le PC en 1947-50). P. Sundarayya, le Secrétaire général du PC de gauche, rejeta catégoriquement ces allégations de la presse dans son communiqué du 22 novembre.

Malgré cela des dépêches de ce genre continuèrent à être publiées, ce qui laissait prévoir que le gouvernement préparait le terrain, en vue de porter un coup décisif, au moment opportun, au PC de gauche. Les arrestations de dirigeants du parti du Bengal occidental avant le congrès, que beaucoup prirent pour un accident, apparaissent maintenant tout-à-fait sous leur jour véritable et sinistre.

Dans son discours à la radio du 1^{er} janvier, G.L. Nanda, ministre indien de l'Intérieur, justifia les arrestations par les motifs suivants :

- 1) Nécessité de faire respecter la loi et l'ordre et d'assurer la sécurité extérieure ;
- 2) position pro-chinoise conséquente du PC de gauche sur une série de questions, y compris celle de l'expérience nucléaire chinoise.
- 3) Depuis la convention de Tenali, le PC de gauche s'est montré comme un instrument des desseins chinois.
- 4) Adoption d'une ligne révolutionnaire au Congrès de Calcutta, et rejet des thèses pacifistes de 1958.
- 5) tentative pour synchroniser la révolution intérieure avec l'agression extérieure et, en poursuivant ce but, pour élaborer des plans en vue de diriger des mouvements insurrectionnels.
- 6) Etablissement d'un réseau de cellules clandestines se développant si rapidement que, deux ou trois mois plus tard, leur extermination aurait été plus difficile.
- 7) L'action actuelle du gouvernement n'a pas été entreprise à la suite d'une décision soudaine, mais après une longue délibération et une surveillance sur les activités du PC de gauche.

Il est raisonnable de supposer, qu'au cours des dernières semaines les dirigeants du PC de gauche avaient pressenti la tournure que les choses allaient prendre. Le 24 décembre encore, le Comité de l'Etat du Bengal du PC de gauche envoyait une circulaire à tous les comités de districts et à toutes les cellules, rappelant aux membres du parti les dangers de l'impatience et des paroles en l'air, soulignant la nécessité d'un travail laborieux et patient sur le front des masses pour gagner la confiance de la majorité des travailleurs et les mettant, enfin, en gar-

GREVES EN U.R.S.S. AVANT LA CHUTE DE KHROUCHTCHEV

ON dispose depuis quelques années des données sur l'Union soviétique qui faisaient défaut du temps de Staline. Cependant, il y a encore des domaines de la vie politique et sociale qui restent complètement cachés. La chute de Khrouchtchev l'a montré en ce qui concerne les plus hauts sommets du pouvoir soviétique. Mais le silence s'étend aussi et surtout sur ce qui se passe à la base de la société soviétique, et les informations ne parviennent que difficilement et tardivement.

On parle beaucoup à Moscou de deux événements qui auraient eu lieu les derniers mois avant la chute de Khrouchtchev.

Il s'agit en premier lieu d'une grève des ouvriers de l'usine ZIL de Moscou (une des plus grandes usines de Moscou et de toute l'Union Soviétique pour la production automobile). La grève qui aurait duré plusieurs jours, a été déterminée par une augmentation des prix à la cantine ouvrière de l'usine.

Un élément intéressant de cette grève, qui la différencie d'autres qui avaient eu lieu les dernières années en U.R.S.S., a été la présence de piquets ouvriers qui surveillaient les portes de l'usine. Il s'agit là d'un premier élément d'organisation que se donne la classe ouvrière soviétique.

En deuxième lieu, à Moscou est arrivée la nouvelle de grandes grèves qui auraient eu lieu partout dans le bassin houiller du Donbass. Ces grèves ont été déterminées par l'augmentation des normes de travail et la baisse conséquente des salaires. La répression, à ce qu'on dit à Moscou, aurait été très dure et sanglante. Il paraît que, sur ordres venus de la capitale, des détachements de l'armée auraient été employés contre les grévistes et qu'il y aurait eu de nombreuses victimes parmi ces derniers (on dit jusqu'à deux cents).

Ces nouvelles éclairent d'une façon nouvelle les raisons profondes de la chute de Khrouchtchev comme résultat non seulement d'une querelle interbureaucratique, mais plutôt de l'impasse de la bureaucratie vis-à-vis du mécontentement des masses et, d'un autre côté, font ressortir toute la fragilité de la position de l'actuelle direction bureaucratique.

Nous publions ci-dessous une très importante lettre d'un correspondant de l'Union soviétique qui fournit des informations sur des événements ayant précédé la chute de Khrouchtchev et qui, par suite, jettent une lumière supplémentaire sur celle-ci.

On ne saurait sous-estimer l'information relative à la formation de piquets de grève : c'est, à notre connaissance, la première forme — si temporaire qu'elle ait pu être — d'organisation ouvrière indépendante du pouvoir démocratique qui se soit manifestée depuis de très longues années.

de contre les machinations sinistres du gouvernement pour déchaîner la répression contre le parti en montant contre lui la machination de faux complots insurrectionnels.

La circulaire invitait les membres du parti à ne pas tomber dans le piège du gouvernement, et à prendre garde aux activités des agents provocateurs, qui étaient probablement actifs autour du parti et dans son sein.

« Nous devons nous souvenir que la large mobilisation des masses demeure aujourd'hui notre tâche principale » concluait la circulaire.

C'est précisément cette approche politique réaliste, sérieuse et faisant la preuve d'une direction solide, de la part de la direction du PC de gauche plus que sa prétendue tentative pour provoquer immédiatement des mouvements insurrectionnels qui est très préoccupante pour le gouvernement.

Quiconque suit les développements à l'intérieur du PC de gauche sait que l'insurrection n'est pas ce qui retient son attention à l'heure actuelle. La principale résolution politique adoptée au septième congrès donne une idée de leur méthode habituelle de penser. C'est un document qui fait preuve de maturité et de jugement. Le gouvernement est alarmé par la croissance du mécontentement parmi les masses et par les explosions sporadiques qui se produisent dans différentes régions, et à travers lesquelles le profond mécontentement s'extériorise. Le régime connaît trop bien sa propre incapacité à résoudre des problèmes de cette ampleur. Il craint que, parmi tous les partis qui comptent aux Indes, le PC de gauche ne soit le plus capable de prendre la direction de ces mouvements, et que l'action de ses militants ne suscite parmi les masses les plus chaudes réactions. La résolution du PC de gauche accorde une attention considérable à ces mouvements, qui vont en s'amplifiant, et à la nécessité, pour le PC de gauche d'en assurer la direction. C'est cela, et non l'insurrection, qui a rendu le gouvernement du Congrès si nerveux et l'a rempli de panique.

Cependant, ce problème a aussi un aspect à long terme. Par ces arrestations, la classe dirigeante cherche à assurer sa survie non seulement pour aujourd'hui, mais aussi pour demain. Elle sait qu'entre les luttes économiques sporadiques d'aujourd'hui et un puissant mouvement des masses, conscient et politisé demain, il

n'y a pas une nette ligne de démarcation, et qu'un mouvement politique à l'échelle du pays, soutenu par les masses travailleuses, peut rapidement donner naissance à une situation révolutionnaire, qui peut elle-même se transformer aisément, à son tour, en un soulèvement révolutionnaire.

Ce qui est essentiel dans tout ce processus, c'est l'existence d'une direction révolutionnaire. La construction d'une telle direction a été longtemps bloquée en Inde par les deux partis de gauche traditionnel, le PS et le PC, qui suivaient fondamentalement la même ligne réformiste. Mais la scission du PC et la formation du PC de gauche ont introduit un élément tout à fait nouveau sur la scène politique indienne.

Le PC de gauche a maintenant déclaré, dans sa résolution politique, que son but était de développer un parti révolutionnaire de masse en Inde. Cette déclaration a frappé de terreur le cœur de la bourgeoisie indienne, qui est historiquement condamnée.

L'arrestation de quelques centaines ou d'un millier de cadres et de dirigeants du PC de gauche ne résoudra pas les problèmes de la classe dirigeante. Ils n'ont pas compté avec le principal, les masses indiennes. Les arrestations peuvent ou non avoir beaucoup d'effet sur le développement des mouvements dans la période immédiatement à venir. La classe dirigeante a déjà montré nettement les voies. Sa tentative pour liquider la façade démocratique bourgeoise, pour se rendre aux exigences du capital étranger, pour entrer dans une intimité croissante avec l'impérialisme anglo-américain au mépris de la volonté du peuple, tout cela devient de plus en plus clair.

Mais, malgré tous ces calculs et toutes ces machinations de la classe dirigeante, le cours actuel du développement dans le pays peut prendre une direction tout à fait différente. C'est ainsi qu'à environ sept ou huit mois de la décision d'« Etat d'urgence », le pays a pu voir une grève unique à Bombay en 1963, dirigée par un parti nationaliste de gauche, le parti socialiste de R.M. Lohin et, plus tard, malgré une rude opposition du gouvernement, une grève générale dans toute l'Inde, en septembre 1964, soutenue par tous les partis de gauche. Tout ceci indique une fois de plus combien irrésistibles sont les mouvements de masses en Inde et ailleurs, dans les conditions du monde d'aujourd'hui.

Himoo KALANI

UNE LETTRE DE LA SECTION ITALIENNE DE LA IV^e INTERNATIONALE

A propos de l'élection présidentielle en Italie

Chers camarades,

Nous venons de recevoir le dernier numéro de votre journal.

Nous considérons le résumé que vous avez fait de notre texte sur l'élection de Saragat absolument insuffisant, propre à simplifier à l'extrême notre appréciation et à négliger certains points à notre sens importants. D'autre part, nous considérons inadmissible qu'on présente ce résumé comme une déclaration de notre section.

Nous ajoutons, enfin, que le titre aussi nous paraît peu heureux : il ne saisit qu'un aspect absolument secondaire et superficiel d'une lutte politique assez significative.

Nous vous demandons de préciser dans votre prochain numéro qu'il s'agissait d'un résumé que nous avons jugé tout à fait insatisfaisant.

Bien fraternellement.

p. le Secrétariat des G.C.R.,
Livio MAITAN.

La déclaration de nos camarades italiens nous était parvenue alors que notre journal était déjà entièrement composé. Il nous restait peu de temps pour en faire la traduction et nous ne disposions que d'un espace limité. C'est dans ces conditions que nous étions contraints à ne reproduire qu'un résumé du texte. Nous avons commis l'erreur de ne pas indiquer qu'il ne s'agissait que d'un résumé. Nous prions nos camarades italiens de bien vouloir nous excuser.